

Méthodologie

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: <http://www.cvce.eu/obj/methodologie-fr-df1ea44e-2f47-46fe-a2a0-9ed1024e62dd.html>

Date de dernière mise à jour: 29/03/2023



Méthodologie

Le dossier thématique «La décolonisation: ses enjeux géopolitiques et son impact sur le processus d'intégration européenne» est fondée sur un ambitieux travail de recherche portant sur les interactions entre le processus de décolonisation et le processus d'intégration européenne, avec un accent particulier sur les décolonisations française et britannique.

Questions de recherche

L'élaboration de ce dossier thématique s'inscrit dans un effort d'analyser et de mettre en relation deux sujets qui se trouvent généralement dans des contextes différents. C'est notamment la question des conséquences du processus de décolonisation sur l'intégration européenne qui est au coeur de la publication. Comment, à partir de 1945, la désintégration des empires coloniaux européens, puis la transformation progressive des liens entre les nouveaux États indépendants et leurs anciennes métropoles ont-elles influencé le processus d'intégration européenne?

Les recherches documentaires ont tout d'abord permis de retracer les grands moments de la décolonisation et de s'interroger, à travers des cas précis, sur ses causes, ses rythmes, ses modalités et ses formes. C'est en effet au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que le processus de décolonisation débute réellement et que les rapports entre les puissances coloniales européennes (dont notamment la France et le Royaume-Uni, mais aussi les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie et le Portugal) et leurs colonies sont profondément bouleversés. Conscientes de l'affaiblissement des métropoles européennes et encouragées par la création des Nations unies et par l'émergence de deux superpuissances anticolonialistes, les États-Unis et l'Union soviétique, les populations indigènes commencent à se battre pour leur émancipation et leur indépendance. La première phase de décolonisation s'étend de 1945 à 1955 et touche surtout les pays du Proche et Moyen-Orient, ainsi que l'Asie du Sud-Est. La seconde phase commence après la conférence des non-alignés de Bandung en 1955 et concerne essentiellement l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. Tandis que certaines décolonisations se déroulent pacifiquement, d'autres tournent au drame.

Parallèlement, l'Europe communautaire naissante est amenée à réfléchir à ses futures relations avec les colonies européennes. Ainsi se pose rapidement la question de la forme des liens à instaurer entre les territoires coloniaux et le futur Marché commun européen. Comment concilier la formation d'un marché commun avec le maintien des liens préférentiels historiques entre les métropoles européennes et leurs territoires d'outre-mer? Des concepts et termes comme «Eurafrique» et «néocolonialisme» surgissent et resurgissent, et c'est seulement après de vives discussions diplomatiques, que les six États fondateurs de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) parviennent à trouver un accord: les traités de Rome du 25 mars 1957 prévoient, pour une période d'essai de cinq ans,

l'association à la Communauté économique européenne (CEE) des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) liés à la France, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas.

Or au début des années 1960, suite à l'accession à l'indépendance de la plupart des pays associés, le régime d'association qui repose sur les principes de libre commerce et d'aide au développement doit être revu et renégocié. C'est notamment la question du type d'aide à accorder au tiers-monde qui préoccupe les pays membres de la CEE. En 1963, la convention de Yaoundé I met en place la première coopération entre la CEE et 18 États africains et malgache associés (EAMA).

À partir de 1961, un nouvel élément s'ajoute: la première candidature du Royaume-Uni au Marché commun européen soulève le débat des futures relations entre le Royaume-Uni, les États du Commonwealth et la CEE et pose plus particulièrement le problème de l'adhésion des États africains anglophones à l'association EAMA-CEE. Il s'agit donc d'adapter, une nouvelle fois, la politique de coopération des Communautés européennes aux conditions internationales nouvelles créées. En 1975, c'est la convention de Lomé I, un accord de coopération commerciale signé entre la CEE et 46 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui marque une étape fondamentale dans le long processus de mise en place d'une coopération économique et commerciale contractualisée et égalitaire en direction des anciens pays colonisés.

Principes gouvernant les recherches archivistiques et la sélection documentaire

Une nouvelle recherche systématique a été conduite dans plusieurs fonds d'archives. Ainsi la consultation des Archives nationales du Royaume-Uni à Kew (*The National Archives*) a notamment permis de retracer le processus de décolonisation de l'Empire britannique en Asie et en Afrique. Les sections suivantes du fonds d'archives ont fait l'objet d'une exploration spécifique: *Foreign and Commonwealth Office (FCO)*, *Foreign Office (FO)*, *Dominions Office (DO)*, *Colonial Office (CO)*, *Cabinet Office (CAB)*, *Prime Minister's Office (PREM)* et *Ministry of Power (POWE)*.

Pour la décolonisation française en Indochine et en Afrique, les archives proviennent des Documents diplomatiques français (DDF) et de la consultation des Archives nationales d'outre-mer à Aix-en-Provence et plus particulièrement des fonds de la Direction des Affaires politiques du ministère des Colonies, du Service départemental des Renseignements Généraux d'Alger (SDRG), du Ministère d'État chargé des affaires algériennes, des Sections administratives spécialisées en Algérie (SAS), du Haut commissariat de France pour l'Indochine et de plusieurs sections des Archives privées outre-mer.

En ce qui concerne le déroulement des débats sur le problème de l'association à la CEE des PTOM, des EAMA et des ACP, l'attention s'est notamment portée sur plusieurs fonds des Archives historiques de l'Union européenne à Florence. Signalons notamment les fonds suivants: Assemblée parlementaire européenne et Parlement européen (PEO), Organes parlementaires pour la coopération au développement (ACP), DGVIII Développement de

l'outre mer (BAC 08), CECA Haute Autorité - Service Juridique (CEAB01), Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCICEE) et la section sur l'Afrique noire des dépôts privés d'Edoardo Martino (EM).

En complément des documents diplomatiques et institutionnels trouvés dans les archives, le dossier thématique inclut de nombreux articles de presse provenant de divers journaux comme *Le Monde*, *L'Express*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Le Combat*, *France Observateur*, *Le Populaire*, *Belgique d'outre-mer*, *La Libre Belgique*, *La Dernière Heure*, *Le Phare Dimanche*, *La Nouvelle Gazette*, *La Flandre libérale*, *Le Drapeau rouge*, *Luxemburger Wort*, *Corriere della Sera*, *Het Parool*, *New Statesman*, *Die Welt*, *Süddeutsche Zeitung*, *Pravda*, ...

Le dossier thématique propose également des photos et caricatures illustrant les événements et les acteurs clés, ainsi que des archives sonores et des extraits de mémoires.

La sélection de ces ressources documentaires a été opérée conformément aux critères suivants:

- pertinence du contenu informatif des ressources au regard de la problématique générale du dossier thématique et des différentes thématiques abordées;
- fiabilité des sources;
- diversité de nature (documents institutionnels, documents diplomatiques, correspondances, discours, extraits de mémoires, articles de presse,...), d'origine géographique et linguistique et de format des documents (textes, images, sons,...);
- respect d'un équilibre entre les chapitres et sections.

Nonobstant nos efforts, il est important de souligner que certains documents n'ont pas pu être consultés et/ou publiés, dû notamment à des contraintes linguistiques ou de droits d'auteur.

À côté de ces sources primaires viennent s'ajouter des ressources pédagogiques comme des cartes et chronologies interactives ainsi qu'une bibliographie indicative.

Structure du dossier thématique

Le dossier thématique, qui croise approche thématique et chronologique, est structurée en quatre grands chapitres:

- La décolonisation en Asie;
- L'émergence du tiers-monde;
- La décolonisation en Afrique;
- Les répercussions de la décolonisation sur le processus d'intégration européenne.

Les chapitres se décomposent en plusieurs sections. Chaque unité thématique débute par un article qui présente le contexte et les faits importants liés aux thématiques traitées.

À chaque unité est associée une sélection de ressources documentaires riches et diversifiées. Les ressources sélectionnées sont présentées dans un ordre chronologique, de la plus ancienne à la plus récente. Elles sont enrichies de métadonnées (mention de la source, type de média, droits d'auteur, ...) et sont accompagnées d'une légende contextuelle et analytique.

Enfin, le dossier thématique comporte une chronologie en plusieurs formats (textuel et interactif) et une bibliographie spécialisée sur les thèmes abordés.